

Session Plénière du 2 juillet 2020

Conférence de Presse du 22 Juin 2020

La session de juillet va être très chargée et très politique.

Elle est marquée par l'impact de la crise sanitaire qui se traduit sur le budget et au-delà sur un certain nombre de politiques régionales.

Au cours de cet épisode les présidents de Région saisissent l'occasion pour revendiquer de nouvelles compétences.

Beaucoup, au lieu de dénoncer les fautes du gouvernement, préfèrent instruire le procès de l'Etat.

Il faut pourtant rappeler que si les Régions peuvent accompagner, voire compléter les dispositifs mis en place, elles ne peuvent en aucun cas se substituer à l'Etat, il ne peut pas y avoir autant de stratégies que de Régions.

Mais il y a une autre raison. C'est que l'Etat peut être en déficit, d'autant plus que la règle des 3% a volé en éclats.

A contrario les Régions doivent équilibrer leur budget, et les conséquences de cette crise sont lourdes : moins de recettes et plus de dépenses qu'il faudra bien financer un jour.

Sans compter que Départements, Intercommunalités, et communes ne sont pas en reste et multiplient les initiatives avec parfois quelques arrière-pensées électorales, tout le monde voit bien venir les échéances.

C'est pourquoi, si nous avons soutenu les actions de la Région prises dans l'urgence, nous resterons vigilants pour la suite, car il faudra bien faire des choix politiques.

C'est pourquoi nous avons refusé de faire de la surenchère. Lors de la dernière CP Guillaume Peltier proposait un chèque-vacances de 500€ à dépenser dans la Région pour tous les personnels soignants et ceux qui ont été « en première ligne » durant le pic de la crise sanitaire.

Nous lui avons répondu « chiche », mais il faut présenter cette proposition lors de la DM1 sous forme d'amendement budgétaire. Il faut être sérieux.

Enfin beaucoup parlent de du « monde d'après ».

Tout le monde doit reconnaître que nous avons raison sur les questions de relocalisation, de souveraineté, de localisme.

Même le président de la République est obligé de reprendre ce discours.

Mais à quoi bon si c'est pour transférer notre souveraineté à l'Europe, pourtant grande absente dans cette crise, tout en refusant le contrôle aux frontières ?

Et puis les écologistes rêvent tout haut d'un « monde d'après » avec moins de voitures, moins d'avions, moins de consommation, bref la décroissance que les bobos veulent imposer à ceux qui ont déjà des problèmes de fin de mois.

Pour certains ce confinement forcé prouve qu'on peut limiter nos déplacements.

D'autres vont encore plus loin, comme ce médecin orléanais voyant dans cette pandémie un espoir pour la planète et qui ose déclarer : « les plus vieux décèdent, comme si ce virus voulait éliminer les générations qui ont favorisé les systèmes destructeurs que sont la surproduction, la surabondance, la surconsommation... ». C'est tout juste s'il ne dit pas qu'ils l'ont bien mérité.

Ne laissons pas ces fanatiques imposer leurs vues. Ce qui préoccupe nos compatriotes c'est maintenant de relancer l'économie au plus vite.

A cette crise est venue s'ajouter une vague de manifestations, parfois violentes, sur fond de revendications communautaires, surfant sur l'écho médiatique relayant les événements survenus aux Etats Unis.

Nous devons y être très attentifs, nous redisons notre souci de préserver l'unité de la Nation et nous répondrons à tous ceux qui voudraient exiger toujours plus de repentance à sens unique, dans une vision révisionniste de l'histoire.

La session sera marquée par un certain nombre de bilans ou de points d'étape, qu'il s'agisse du CA, des aides économiques, du CPER, des Fonds européens.

Un compte administratif d'avant la crise mais illustrant les contraintes pesant déjà sur les finances de la Région, qui peine à maintenir le niveau des investissements.

Le bilan d'étape sur le CPER montre quant à lui les retards importants qui ont été pris alors que le débat sur les orientations du futur contrat de plan sont impactés par la situation post-Covid et le choc économique qu'elle a provoqué.

La DM1 propose des ajustements pour répondre à la baisse des recettes et la hausse des dépenses liées à cette situation exceptionnelle.

Mais ce n'est qu'une première étape, cela ne suffira pas à relancer l'économie régionale.

Pour engager l'étape suivante beaucoup d'inconnues demeurent, comme les compensations financières de l'Etat réclamées par la Président Bonneau, mais aussi la part que pourraient prendre les Régions dans la gestion du fonds de relance européen de 750 milliards d'euros, dans lequel il faut le dire, la France sera en réalité contributrice à terme et non bénéficiaire.

C'est donc principalement à l'Etat, donc au gouvernement de soutenir cette relance par tous les moyens.

Mais il semble que les engagements de l'Etat auprès des régions font l'objet d'un chantage au report des élections régionales.

Pièbre manœuvre qui démontre une fois de plus l'imposture du « nouveau monde ».